



La manipulation du Kosovo

Par [Pierre Hillard](#)

Mondialisation.ca, 17 novembre 2008

[Mécánopolis](#) 17 novembre 2008

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Militarisation](#)

Analyses: [LES BALKANS](#)

Il serait ridicule de croire, parce que l'on est musulman, que l'indépendance du Kosovo est un gage donné à l'Islam. Premièrement, les Kosovars sont à peu près aussi pratiquants que les Ardèchois, et, surtout, parce que la proclamation unilatérale de l'indépendance du Kosovo a été mise en scène par les médias atlantistes, et que cette décision n'a pas été prise par les intéressés, mais par l'Allemagne et les Etats-Unis. La destruction de la fédération de Yougoslavie entre dans un vaste plan de recomposition territoriale et économique des Balkans en liaison avec la Mer noire et le Proche-Orient.

Mécánopolis

La Yougoslavie doit être détruite, par Pierre Hillard

La destruction de ce pays est due à l'Allemagne. En effet, dès les années 1970, les autorités politiques bavaroises sous la direction du ministre-président Franz-Josef Strauss ont organisé de multiples contacts avec les dirigeants slovènes et croates. Il s'agissait de détacher économiquement les États du Nord de la Yougoslavie afin de les intégrer à l'économie occidentale, en premier lieu l'Autriche et l'Allemagne. L'instrument qui a permis à Berlin d'entamer la désintégration de ce pays est passé par une « Communauté de travail » (Arbeitsgemeinschaft), Alpen-Adria [1]. Créée le 20 novembre 1978, cette Communauté regroupe différentes régions issues de différents pays. Outre la Bavière, on y retrouve des régions suisses, autrichiennes et italiennes. À cela, il faut y ajouter depuis la chute du Mur de Berlin les régions hongroises, mais aussi les provinces du Nord de l'ancienne Yougoslavie. Forte d'une superficie de 306 000 km², cette entité territoriale se dégageant progressivement de l'autorité des différents États prend en charge des domaines comme l'aménagement du territoire, les transports ou encore l'agriculture. Cette dynamique se renforce d'autant plus en raison de l'action de l'Association des Régions Frontalières Européennes (l'ARFE), institut germano-européen, dont l'objectif déclaré est de transformer les frontières nationales en simples tracés administratifs [2].

Le prélude à la sécession de la Slovénie et de la Croatie commença en 1987 quand l'État yougoslave se trouva au bord de la faillite dans l'incapacité d'honorer ses dettes. Cette situation obligea le gouvernement du pays à se placer sous les fourches caudines du Fonds monétaire international (le FMI). Ce fut le commencement de la fin. En effet, le gouvernement allemand en profita pour arguer du fait que la Slovénie et la Croatie, régions

plus riches par rapport à celles du Sud, avaient plus de chance d'entrer dans l'Union européenne (à l'époque la CEE). Ce chant de sirène eut l'effet escompté. En juin 1991, les deux républiques du Nord yougoslaves déclarèrent leur indépendance. Cette dernière fut reconnue expressément par le ministre des Affaires étrangères allemand, Hans-Dietrich Genscher en décembre de la même année. Sa détermination entraîna celle des autres pays européens allumant ainsi le brasier yougoslave. En fait, l'action déterminante de l'Allemagne en faveur du démembrement de l'État yougoslave fut précédée en juillet 1991 par Alpen-Adria qui, lors d'une session plénière le 3 juillet 1991, déclara : « Les membres de la communauté de travail d'Alpen-Adria suivent avec une grande inquiétude l'escalade de la violence en Yougoslavie menaçant la paix en Europe (...). Ils considèrent comme de leur devoir d'agir, dans le cadre de leurs possibilités, au fait que le droit à l'autodétermination des peuples de Yougoslavie soit reconnu et que les décisions émanant d'organes démocratiquement élus soient respectées. Ils soutiennent avant tout les efforts démocratiques et non-violents des États membres de Slovénie et de Croatie à réaliser leurs droits à l'autodétermination. Ils sont convaincus que ces républiques ont le droit de revendiquer l'indépendance, la liberté et la solidarité au sein de la Communauté de travail Alpen-Adria » [3]

L'éclatement de la Fédération yougoslave aboutit à l'émergence de multiples unités indépendantes. Les accords de Dayton, signés en 1995, ont fixés temporairement les frontières de ces nouvelles entités nées dans le sang. Cependant, l'affaire n'était pas close avec le cas kosovare. Cette province autonome serbe, véritable foyer de la civilisation de ce pays, s'est vue peuplée progressivement de musulmans en provenance d'Albanie. Réclamant une indépendance face à Belgrade, les représentants albanais du Kosovo ont reçu un soutien complet de la part de l'Union fédéraliste des communautés ethniques européennes (l'UFCE), institut européen mais en fait allemand promouvant une organisation ethnique de l'Europe. Bénéficiant de l'appui d'un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur allemand [4], l'UFCE a soutenu totalement les revendications kosovares [5]. Réunie sous l'appellation « Union des Kosovars », cette dernière a reçu un appui de Berlin tout en ayant son siège aux ... États-Unis dans l'État de l'Illinois [6]. L'intervention militaire de l'OTAN, en mars 1999, fit plier la République yougoslave qui désormais se vit imposer une réorganisation de son espace géographique.

Les Balkans, zone de transit

La grande « faute » du président serbe Milosevic aux yeux des mondialistes est d'avoir refusée de rentrer dans l'organisation politique et financière prônée par la communauté euro-atlantique. En fait, la destruction de la Yougoslavie a permis une complète réorganisation de l'espace politique, économique et militaire. Sitôt la guerre de 1999 terminée, les États-Unis se sont lancés dans la construction d'une base militaire au Kosovo, la plus moderne et la plus importante d'Europe : Bondsteel. Pouvant abriter jusqu'à 7 000 soldats, cette base ultra-moderne est en mesure de surveiller l'ensemble du territoire balkanique, mais aussi la Mer noire et la Turquie. Premier employeur de Kosovars, cette présence états-unienne fidélise le tout nouveau gouvernement indépendant à Pristina. En termes plus clairs, le Kosovo est une annexe du territoire américain en Europe. Cette volonté états-unienne de s'impliquer dans cette zone s'explique en raison de l'importance cruciale de l'acheminement des hydrocarbures en provenance de la Mer Caspienne, plus exactement de Bakou. Parmi les nombreux oléoducs et gazoducs, nous pouvons relever le transbalkanique Burgas-Vlore, le BTC (Bakou, Tbilissi-Ceyhan), Blue Stream, Nabucco, ... en concurrence avec le gazoduc russe, Southstream.

La politique états-unienne consiste à contrôler les Balkans, en passant par l'Asie centrale jusqu'au Proche-Orient. Cela passe obligatoirement par une balkanisation de toute cette zone selon la bonne vieille tradition « divisez pour mieux régner ». La parcellisation de l'Europe en raison de l'application des textes germano-européens se double de la volonté d'éclater les États du Proche-Orient en une multitude d'entités ethniques et religieuses. Cette ambition a été présentée officiellement par la revue militaire AFJ (Armed Forces Journal) en juin 2006 sous la plume de Ralph Peters, ancien officier du renseignement. En fait, ces travaux s'appuient largement sur ceux de l'islamologue britannique Bernard Lewis très proche des néo-conservateurs [7]. L'importance de sécuriser l'acheminement du pétrole et du gaz entre le Proche-Orient et les Balkans explique aussi la volonté de mettre sur pied une eurorégion de la Mer noire. Ce concept a été particulièrement développé lors de multiples réunions entre le très influent Bruce Jackson, proche des milieux néo-conservateurs, et les instances européistes. Comme le rappelle avec clarté le représentant états-unien : « La Mer noire est la nouvelle interface entre la communauté euro-atlantique et le grand Moyen-Orient » [8]. Par conséquent, on comprend plus aisément toute l'importance d'une indépendance du Kosovo qui, par l'intermédiaire de sa base US, sera pour Washington un véritable porte-avion quadrillant l'ensemble de cette zone.

Les événements précipitant le Kosovo vers l'indépendance avaient été annoncés lors des colloques réunissant les députés du Parlement européen et ceux du Congrès des États-Unis. En effet, dans le cadre du Transatlantic Legislators Dialogue (TLD), une réunion du 18 au 21 avril 2006 à Vienne annonçait déjà la couleur. Comme le présente le rapport final du TLD : « La délégation américaine se concentre sur la question du Kosovo et indique que la semi-indépendance du Kosovo n'est pas le bon choix. C'est l'autodétermination qui devrait être appliquée, et que la Serbie doit devenir un pays normal, pleinement intégré dans la communauté internationale ». Cette même délégation états-unienne précise « qu'il y a, bien entendu, un problème plus vaste : chaque langue, chaque dialecte doit-il disposer d'un drapeau et d'un pays indépendant ? » [9]. En tout cas, c'est un peu tard pour y penser.

La reconnaissance de la souveraineté du Kosovo par les principales puissances occidentales est un véritable tournant dans les relations internationales. En effet, suite à la guerre de 1999, la résolution 1244 du Conseil de sécurité affirmait reconnaître l'intégrité du territoire serbe, Kosovo inclus, ce dernier bénéficiant d'une forte autonomie. La violation flagrante de cette résolution laisse le droit international en miettes. A quoi bon rédiger des résolutions qui seront piétinées ? Qui plus est, la reconnaissance de ce nouvel État ouvre largement la boîte de Pandore. Que répondre aux autres régions en Europe et partout dans le monde souhaitant obtenir leur indépendance ? Dans l'esprit du mondialisme, ennemi des États-nations, l'émergence de cet État préfigure une chute de dominos en série destructeurs de l'intégrité territoriale de nombreux pays. On aurait voulu faire exprès que l'on ne s'y serait pas mieux pris. Mais justement, il faut croire que les Al Capone du mondialisme l'on fait en toute connaissance de cause. En ce début de XXI^e siècle, aucun pouvoir humain n'est en mesure d'arrêter la construction de la Tour de Babel.

Le 17 août 2008.

La source originale de cet article est [Mécánopolis](#)
Copyright © [Pierre Hillard](#), [Mécánopolis](#), 2008

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca